

Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public de l'Etat à caractère Scientifique et Technologique

Marché à procédure adaptée (MAPA)

en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la Commande Publique.

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

DECONSTRUCTION SERRE N°16 – CREATION ESPACE PEPINIERE SERRE N°15 : 4 LOTS

LOT N°01 : DEMOLITIONS – DESAMANTAGE – NIVELLEMENT

**LOT N°02 : STRUCTURES METALLIQUES – COUVERTURES – BARDAGE – VITRAGES –
PETITES MAÇONNERIES**

LOT N°03 : ELECTRICITE – PLOMBERIES – REFECTION NOURRICE CHAUFFAGE

LOT N°04 : SERRE DOUBLE PEAU REMISE EN ETAT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

EN APPLICATION DU CCAG-TRAVAUX APPROUVE PAR L'ARRETE DU 30 MARS 2021

Acheteur :

INRAE - Centre Occitanie-Montpellier

2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier Cedex 2

SIRET de l'établissement : 180 070 039 01027 APE : 7219Z

TVA intracommunautaire : FR57180070039

Représenté par le Président de Centre exerçant la maîtrise d'ouvrage

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ	4
1.2	PROCÉDURE	4
1.3	LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTE	5
1.4	NOTIFICATION ET ÉCHANGES DÉMATÉRIALISÉS	5
1.5	INTERVENANTS	5
1.6	ORDRE DE SERVICE	8
1.7	CONVOICATIONS AUX RÉUNIONS DE CHANTIER	8
ARTICLE 2	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
2.1	ORDRE DE PRIORITÉ DES PIÈCES CONTRACTUELLES	8
2.2	CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES	9
2.3	PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA NOTIFICATION DU MARCHÉ	10
2.4	EXHAUSTIVITÉ DE LA LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES	10
ARTICLE 3	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
3.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	10
3.2	ZONES À RÉGIME RESTRICTIF (ZRR)	10
3.3	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	11
3.4	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ	11
3.5	ASSURANCES	11
ARTICLE 4	PRIX – RÉGLEMENT	12
4.1	PRIX	12
4.2	RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER	13
4.3	VARIATION DANS LES PRIX	14
4.4	AVANCE	15
4.5	RÉTENUE DE GARANTIE	15
4.6	TRAITEMENT DES ACOMPTES	16
4.7	PAIEMENT DES COTRITAIENTS / SOUS-TRITAIENTS	18
4.8	DÉLAIS DE PAIEMENT	19
4.9	DÉPÔT DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	20
4.10	MODALITÉS DE FACTURATION ÉLECTRONIQUE	20
4.11	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES	21
ARTICLE 5	DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE DU MARCHÉ	23
5.1	DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	23
5.2	DÉLAIS DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION	23
5.3	DURÉE DU MARCHÉ	23
5.4	CALENDRIER PRÉVISIONNEL D'EXÉCUTION	23
5.5	CALENDRIER DÉTAILLÉ D'EXÉCUTION	24
5.6	PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	24
ARTICLE 6	CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	25
6.1	CLAUDE D'INSERTION SOCIALE	25
6.2	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE GÉNÉRALE	25
6.3	IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES	25
6.4	PÉRIODE DE PRÉPARATION	25
6.5	PLANS D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE, ÉTUDES D'EXÉCUTION	26
6.6	ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS	26
6.7	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	27
6.8	GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER	28
6.9	RÉPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	28
6.10	DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION DU MARCHÉ	29

ARTICLE 7	RECEPTION DES OUVRAGES ET GARANTIES	29
7.1	OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION.....	29
7.2	RECEPTION	29
7.3	DELAIS DE GARANTIE	30
ARTICLE 8	PROPRIETE INTELLECTUELLE	30
8.1	UTILISATION DES RESULTATS	30
ARTICLE 9	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	30
9.1	EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS.....	30
9.2	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	31
ARTICLE 10	PENALITES - PRIMES	33
10.1	PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION PROPRE AU LOT CONSIDERE	33
10.2	AUTRES PENALITES	33
10.3	CONDITIONS D'APPLICATIONS DES PENALITES	35
10.4	PROCEDURE CONTRADICTOIRE.....	35
10.5	CLAUSES INCITATIVES OU PRIMES.....	36
ARTICLE 11	RESILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX	36
11.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ	36
11.2	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	36
11.3	MESURES COERCITIVES / CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT.....	37
11.4	GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR	37
11.5	AJOURNEMENT DES TRAVAUX	37
11.6	SUSPENSION D'EXECUTION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	38
11.7	CLAUDE DE REEXAMEN.....	38
ARTICLE 12	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	38
12.1	GENERALITES.....	38
12.2	MODIFICATIONS MINEURES.....	38
12.3	MODIFICATIONS MAJEURES.....	39
ARTICLE 13	DIFFERENDS - ATTRIBUTION DE JURIDICTION	39
13.1	REGLEMENT A L'AMIABLE DES DIFFERENDS	39
13.2	JURIDICTION	40
ARTICLE 14	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	40

Annexe 1 : « Convention d'interchange Service EDIFLEX travaux »

relative au service d'échange électronique de Gestion Financière des Marchés

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des marchés de travaux dont l'objet est le suivant :

Desconstruction Serre N°16 – Création Espace Pépinière Serre N°15 - lots 01 à 04

Il s'agit de marchés de travaux concernant la déconstruction de la serre n° 16 et la création d'un espace pépinière dans la serre n° 15 de l'Unité expérimentale Maraîchage, basée au lieu-dit "Le Mas blanc" à Alénia dans les Pyrénées orientales, unité expérimentale du Centre de recherche INRAE OCCITANIE MONTPELLIER.

La présente opération concerne les lots suivants :

- Lot N° 01 : Démolitions -Désamiantage – Nivellement
- Lot N° 02 : Structures métalliques – Couvertures – Bardage – Vitrages – Petites maçonneries
- Lot N° 03 : Electricité – Plomberies – Réfection nourrice chauffage
- Lot N° 04 : Serre double peau remise en état

La description des ouvrages à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifiques à chaque lot.

Lieu d'exécution des travaux :

INRAE Centre Occitanie-Montpellier
Unité expérimentale Maraîchage
Lieu-dit "Le Mas blanc" – Route de Théza D39
66200 ALENIA

Durée prévisionnelle des travaux :

La durée prévisionnelle des travaux est indiquée à l'acte d'engagement.

Développement Durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent :

- une CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GÉNÉRALE décrite en son article 7.2.

1.2 PROCÉDURE

Les lots font l'objet d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique (CCP).

1.2.1 **Forme du marché**

Chacun des lot est conclu sous la forme d'un marché public ordinaire. Le prix est forfaitaire et défini dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

1.2.2 **Marchés similaires**

Le Maître d'ouvrage (MOA) se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de son marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du CCP.

Tout nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.3 LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTE

1.3.1 Lots

Les travaux sont répartis en 4 lots traités par marché séparé.

Les soumissionnaires peuvent se présenter à un, plusieurs ou à l'ensemble des lots suivants :

- Lot N° 01 : Démolitions -Désamiantage – Nivellement
- Lot N° 02 : Structures métalliques – Couvertures – Bardage – Vitrages – Petites maçonneries
- Lot N° 03 : Electricité – Plomberies – Réfection nourrice chauffage
- Lot N° 04 : Serre double peau remise en état

1.3.2 Tranche ferme / tranches optionnelles

Sans objet

1.3.3 Prestations supplémentaires éventuelles PSE

Sans objet.

1.3.4 Variante

Variantes à l'initiative des candidats :

En application des dispositions de l'article R2151-8 du CCP, les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Variantes à l'initiative de l'acheteur :

Aucune variante à l'initiative de l'acheteur n'est prévue.

1.4 NOTIFICATION ET ECHANGES DEMATERIALISES

La notification du marché et celle des autres documents contractuels, décisions et ordres de service signés par le MOA s'effectuent par voie dématérialisée à l'adresse mail du titulaire indiquée à l'acte d'engagement, notamment via PLACE sur le profil acheteur.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-Travaux, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de délivrance du courrier de notification affichée par l'application informatique.

1.5 INTERVENANTS

1.5.1 Maîtrise d'ouvrage (MOA)

La maîtrise d'ouvrage pour cette opération est assurée par INRAE :

INRAE Centre Occitanie Montpellier

Le Maître d'ouvrage est le Président du centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Il est également le représentant du pouvoir adjudicateur et l'acheteur dans le cadre de cet achat.
Il est désigné dans le présent CCAP sous l'appellation « Maître d'ouvrage », « MOA » ou « acheteur ».

- Le référent technique de la MOA est représenté par le Service mutualisé Patrimoine et Architecture (SPA)
- Le référent administratif est représenté par le Service Achats-Marchés (SAM)

1.5.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)

L'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour cette opération est assurée par :

Sans objet

1.5.3 Maîtrise d'œuvre (MOE)

La maîtrise d'œuvre pour cette opération est assurée par :

CBIT et INGEBAU

INRAE a confié à cette équipe de MOE une mission portant sur les éléments suivants :

Missions de base:

Réhabilitation : AVP-APD / PRO-DCE / ACT / DET / VISA / AOR

Mission complémentaire : OPC

1.5.4 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination est assurée par la MOE.

1.5.5 Contrôle technique (CT)

Le contrôle technique désigné par le MOA pour cette opération est assuré par :

APAVE IC Perpignan

pour une opération de **réfection - Missions L-STI**

1.5.6 Coordination Sécurité (CSPS)

La coordination Sécurité et protection de la santé (CSPS) désignée par le MOA pour cette opération est assurée par :

APAVE IC Perpignan

pour une opération de **catégorie 3**

1.5.7 Système de Sécurité Incendie (SSI)

Sans objet.

1.5.8 Le titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit une entreprise unique soit un groupement d'opérateurs économiques.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au MOA.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le MOA en cours d'exécution du marché.

1.5.9 Opérateurs économiques du groupement

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le titulaire mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement (cotraitants) dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Maître d'ouvrage, jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG-Travaux sont applicables.

1.5.10 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Conformément aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du CCP et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas règlementairement autorisée.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé au représentant de l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance **dûment remplie et signée en original par le titulaire et le sous-traitant**, au moyen du formulaire :

- **DC4** ou équivalent, disponible au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour apprécier ses capacités financières, professionnelles et techniques, le dossier de présentation du sous-traitant doit comporter les éléments suivants :

- **DC2** (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées) disponible au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- **5 références** des travaux exécutés au cours des cinq dernières années (montant, date et lieu d'exécution des travaux)
- **son numéro unique d'identification (SIREN)** permettant à INRAE d'accéder aux informations sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> ou un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- **La liste des salariés étrangers** soumis à autorisation de travail au sens de l'article D8254-2 du Code du travail.
- **L'attestation fiscale** attestant du paiement des obligations fiscales.
- **L'attestation de fourniture des déclarations sociales** attestant du paiement des cotisations et contributions sociales.

- **Les attestations d’assurances de responsabilité civile décennale et de responsabilité civile professionnelle**, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d’exécution du marché.

De plus, le sous-traitant doit fournir à INRAE lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé - PPSPS (article L4532-9 du Code du travail).

Lorsqu’un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d’acceptation, de restituer l’exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d’établir que le nantissement/cession de créance dont le marché a pu faire l’objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Cette sous-traitance deviendra effective dès la notification du DC4 dûment signé par le Maître d’ouvrage. Ainsi le sous-traitant ne peut débiter sa prestation avant cette notification.

En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

1.6 ORDRE DE SERVICE

En complément de l’article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont formalisés par écrit, datés, numérotés et signés par le Maître d’œuvre ou le Maître d’ouvrage et ils pourront être transmis par voie électronique via mail ou via le profil acheteur.

Par dérogation à l’article 3.8.1 du CCAG-Travaux, ils sont émis par le Maître d’œuvre après validation du Maître d’ouvrage, excepté les suivants : ordres de service de démarrage du chantier précisant la date de démarrage de la période de préparation, de démarrage des travaux ou entraînant une modification des conditions d’exécution du marché notamment en termes de délai d’exécution, de durée et de montant (travaux supplémentaires ou modificatifs).

Par dérogation de l’article 3.8.2 du CCAG-Travaux, le titulaire doit notifier à l’acheteur ces observations éventuelles dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception de l’ordre de service, sous peine de forclusion.

En cas de groupement d’opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter des observations.

1.7 CONVOCATIONS AUX REUNIONS DE CHANTIER

Conformément à l’article 3.9 du CCAG-Travaux, le titulaire, les membres du groupement et les sous-traitants dûment convoqués, sont tenus d’assister aux réunions de chantier.

En cas de retard ou absence non justifiées, des pénalités sont applicables à l’article 10.2.2 du présent CCAP.

ARTICLE 2 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2.1 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité ci-après défini. Ainsi en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après énoncé :

a) Pièces particulières :

<ul style="list-style-type: none">❖ Acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes❖ Avenant(s) au marché
<ul style="list-style-type: none">❖ Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :<ol style="list-style-type: none">1. Convention d'interchange Service EDIFLEX travaux
<ul style="list-style-type: none">❖ Le calendrier détaillé d'exécution❖ Cahier des clauses techniques communes à tous les lots❖ Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) spécifiques à chacun des lots et ses éventuelles annexes❖ Les pièces graphiques (plans et autres détails)❖ Le diagnostic amiante avant travaux (DAAT)❖ Le rapport initial de contrôle technique❖ Le rapport de vérification des installations électriques❖ Les Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS)❖ Le plan général simplifié de coordination SPS (PGCSPS)❖ Le Diagnostic portant sur les produits équipements matériaux et déchets issus de la démolition de bâtiment – Diag PEMD❖ Le mémoire technique du titulaire (offre technique du titulaire) ainsi que les réponses aux questions et les pièces complémentaires de nature technique présentées par le titulaire❖ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour chaque lot❖ Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs.

Seuls font foi les documents conservés par la personne publique.

b) Pièces générales :

Le CCAG-Travaux applicable à ce marché est :

<ul style="list-style-type: none">❖ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 NOR : ECOM2106871A (publié au JORF du 1^{er} avril 2021) disponible à cette adresse : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Toute clause portée dans la proposition du titulaire et contraire aux documents contractuels listés ci-dessus est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

2.2 CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Lors de la notification du marché, l'acheteur délivre directement au titulaire une copie de l'acte d'engagement.

L'exemplaire unique destiné à former titre en cas de nantissement sera fourni uniquement sur demande expresse du titulaire.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances est le Président du Centre Occitanie-Montpellier.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire du Centre Occitanie-Montpellier.

Les cessions de créances doivent être notifiées à l'Agent Comptable Secondaire du Centre Occitanie-Montpellier.

2.3 PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA NOTIFICATIONS DU MARCHE

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet.

2.4 EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Le marché constitué des documents contractuels définis *supra*, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux ainsi que de l'ajout de toute clause administrative ou juridique.

ARTICLE 3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

En complément de l'article 5.1.2 du CCAG-Travaux, le titulaire (et le cas échéant, cotraitants et sous-traitants) a une obligation de confidentialité pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de ses prestations pendant toute la durée du présent marché.

Les documents à caractère confidentiel sont les suivants :

- les comptes rendus de chantier

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent utiliser ces informations confidentielles que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

En aucun cas, il ne peut faire état d'informations qu'il aura été à même de connaître lors de l'exécution de la prestation, notamment à aucun des candidats participant à la consultation de maîtrise d'œuvre, travaux ou autres intervenants.

Toutefois, le titulaire ne saura être tenu pour responsable de la divulgation de ces renseignements s'ils sont du domaine public.

3.2 ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

3.3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

3.4 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Conformément à l'article 7 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du marché, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

3.5 ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, le titulaire (et les cotraitants et sous-traitants éventuels) doit justifier, avant notification du marché, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités suivantes :

3.5.1 Responsabilité civile décennale

Le titulaire est tenu de s'assurer pour garantir sa responsabilité civile décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

3.5.2 Responsabilité civile professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du marché et le titulaire unique du marché ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle.

3.5.3 Attestations d'assurances

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations d'assurance légales et éventuellement spécifiques, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte pour solde.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

En cas de groupement, ces dispositions s'appliquent à chacun des cotraitants et sous-traitants.

ARTICLE 4 PRIX – REGLEMENT

4.1 PRIX

Les prix sont établis hors taxes à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans chaque CCTP, en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.3.1 du présent CCAP.

Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix et sont indiqués à l'acte d'engagement.

4.1.1 Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

En complément de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, le prix global et forfaitaire, outre les charges imposées par le présent marché, comprend :

- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et celles visant à assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.
- Le travail à toutes hauteurs, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, la livraison et le montage des matériels, quelles que soient les conditions de travail ou d'accès, le lieu de mise en œuvre et le genre de matériel à employer ;
- Les indications, les spécifications, les documents et services à fournir
- les frais résultant de la coordination entre cotraitants et de la défaillance éventuelle de membres du groupement.

Le titulaire devra prévoir tous les travaux nécessaires au complet achèvement des travaux. Il ne pourra, pour déroger à cette obligation, se prévaloir d'aucune erreur, de lacune ou d'omission.

Pour toute erreur qui serait la conséquence d'un manque de contrôle de l'entreprise titulaire lors de la mise en concurrence, celle-ci ne pourra pas prétendre à une indemnité ou une majoration du prix global et forfaitaire.

4.1.2 TVA

Les prix du marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

4.2 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

4.2.1 Compte-prorata

L'organisation du chantier et les conditions de prise en charge des dépenses communes de chantier font l'objet du CCTP commun « Lot n° 00 Dispositions communes à tous les lots ».

Dans cette répartition, l'action du Maître d'œuvre se limite à jouer le rôle de médiateur dans le cas où les Entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Tous les lots participent au Compte Prorata, tenu par le lot principal : Lot N°01 MACROLOT Démolition – Désamiantage – Nivellement

4.2.2 Dépenses d'entretien / nettoyage du chantier

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. En cas de non-respect par le titulaire des consignes de nettoyage, le Maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais du titulaire.
- chaque titulaire a la charge de l'évacuation en décharge de ses propres déblais, gravats et déchets.
- chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.
- chaque titulaire doit maintenir en état et assurer la propreté des voiries de circulation.

Tri des déchets :

Chaque titulaire est responsable du tri et de la bonne gestion de ses propres déchets.

A la fin du chantier, le nettoyage de livraison complet des locaux est à la charge du lot indiqué dans les CCTP.

En cas de non-respect du nettoyage de chantier, des pénalités sont applicables à l'article 10.2.7 du présent CCAP.

4.2.3 Dépenses diverses

Les points d'accès à l'électricité et l'eau seront mis à disposition. La Maitrise d'ouvrage (MOA) prendra en charge les consommations de ces deux postes.

Les entreprises devront néanmoins s'assurer d'une consommation raisonnable et justifiée. En cas de gaspillage constaté (robinets de puisage non fermé, fuites dues au raccordement de matériels en mauvais état, éclairage maintenu hors horaire de chantier, etc...), la MOA pourra résilier cet accord de façon unilatérale après présentation des preuves des manquements observés.

Les entreprises devront alors gérer et prendre en charge les consommations propres au chantier après pose de comptages également à leurs charges. Elles ne pourront plus prétendre à aucun dédommagement ou renégociation de leurs prix de vente.

4.2.4 Facilités données par le Maître d'ouvrage

Les emplacements ci-après désignés sont mis à la disposition des entrepreneurs, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :

- terrain à proximité du bâtiment à construire. Les lieux doivent être remis en état, en fin de travaux, dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier,
- les installations et fluides ci-après désignés sont à la disposition des entrepreneurs pour l'exécution des travaux dans les conditions suivantes :
 - o voie d'accès : Pour information et sur les autres entrées, le site est accessible par des barrières qui sont ouvertes, les jours ouvrés, de **8h00 à 18h en semaine**. En dehors de ces horaires, l'accès pourra être autorisé par le Maître d'ouvrage.
 - o le Maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entreprise et raccordées à ses réseaux privés.
 - o le Maître d'ouvrage comptabilisera l'eau potable et l'énergie électrique nécessaires au chantier.

4.3 VARIATION DANS LES PRIX

4.3.1 Type de variation des prix :

REVISION

Les prix forfaitaires sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

4.3.2 Mois de calcul des prix du marché :

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres.

Ce mois appelé "mois zéro" (m_0 travaux) est indiqué à l'acte d'engagement.

4.3.3 Choix des index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est pour chacun des lots :

LOT	INDICE
Lot n° 01 Macrolot 01 Démolitions – Désamiantage – Nivellement	BT02 (20%)– BT 01 (80%)
Lot n° 02 Macrolot 02 Structures métalliques – Couvertures – Bardage – Vitrage – Petites maçonneries	BT 07 (70%) – BT 45 (30%)
Lot n° 03 Macrolot 03 Electrivité – Plomberies – Réfection nourrice chauffage	BT 38 (60%)– BT 47 (40%)
Lot n° 04 Macrolot 04 Serre Double peau remise en état	BT 10 (60%) BT01 (40%)

4.3.4 Modalités de variation des prix :

Le coefficient de révision « C_n » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,20 + 0,80 (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

I_n : index de référence I du mois n d'exécution de la situation mensuelle

I_0 : index de référence I du mois « m_0 » (mois zéro)

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

4.3.5 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, l'acheteur peut procéder à la révision définitive :

- dès que les index correspondants sont publiés sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant,
- et/ou en fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

4.4 AVANCE

L'option B indiquée à l'article 10.1 du CCAG-Travaux s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R.2191-7 et suivants du CCP, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire/cotraitant à l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à **5% du montant TTC du marché (ou 10% si PME)**.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai de 30 jours à partir de la notification du marché ou de la décision d'affermissement d'une tranche optionnelle.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80 %).

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Dans le cas d'un marché à tranche optionnelle, chaque avance est traitée indépendamment selon les mêmes modalités.

4.4.1 Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande et dans les mêmes conditions décrites ci-avant, aux sous-traitants dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 et R.2193-18 à-21 du CCP.

4.4.2 Caution exigée pour obtenir l'avance

Sans objet.

4.5 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % correspondant à chaque acompte est prélevée par marché. Conformément à l'article R 2191-33 du CCP, cette retenue de garantie est de 3 % lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13 du CCP.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191- 36 à R. 2191-42 du CCP.

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'acheteur dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

4.6 TRAITEMENT DES ACOMPTES

En complément de l'article 12.1.6 du CCAG-Travaux, l'acheteur précise que les demandes de paiement sont traitées par acomptes de façon dématérialisée selon les modalités définies dans le présent article.

Dans le cadre de la dématérialisation des situations de travaux, l'acheteur utilise un service d'échange électronique de gestion financière des marchés. Actuellement, l'acheteur a contracté un abonnement à **EDIFLEX** pour le traitement des situations de travaux (acomptes) et la transmission des demandes de paiement (factures) « depuis EDIFLEX vers ChorusPro ».

A ce titre, aucun projet de décompte mensuel ou final sous format papier n'est accepté par le pouvoir adjudicateur.

La transmission de la situation par le titulaire s'effectue via EDIFLEX (accès internet sécurisé) et la date de sa présentation vaut accusé réception par le Maître d'oeuvre. Chaque situation est consultable sur EDIFLEX par le titulaire du marché (et cotraitant éventuel) et ce, à toute étape de son traitement par les différents valideurs.

Les modalités de fonctionnement d'EDIFLEX sont décrites dans la convention annexée au présent CCAP.

INRAE Centre Occitanie-Montpellier communique la procédure de mise en place à tous les intervenants de l'opération.

En cas de mise en place d'EDIFLEX par le Maître d'ouvrage, aucun décompte mensuel ou final sous format papier n'est accepté et traité.

4.6.1 Périodicité du règlement

Le marché est réglé au prorata des prestations exécutées par acomptes mensuels et par un solde dans les conditions et limites définies ci-après.

Les paiements par acomptes mensuels ne peuvent pas excéder **95% de l'avancement des travaux mensuels**.

Le contrôle des avancements de situations de travaux est réalisé en deux temps :

- les avancements de travaux sont vus lors des réunions de chantier avec le titulaire, l'OPC et la MOE.
- l'entreprise propose dans EDIFLEX un projet de décompte mensuel correspondant à l'avancement de ses travaux validé au préalable.

4.6.2 Projet de décompte mensuel

Concernant les projets de décompte mensuel, le titulaire (et /ou cotraitants en paiement direct) crée et présente leurs situations provisoires dans EDIFLEX.

1. Via EDIFLEX : création de la situation mensuelle par le titulaire

- Si le titulaire est unique ou en cas de groupement avec paiement unique :
 - Il crée une situation provisoire et propose un état d'avancement des travaux (y compris la sous-traitance) et présente sa situation.
 - Dès présentation de sa situation, il peut déposer sa facture et sa situation directement « depuis EDIFLEX vers ChorusPro ».
- En cas de groupement avec paiement direct des cotraitants :
 - les membres du groupement proposent leur état d'avancement via EDIFLEX en créant une situation provisoire
 - le titulaire propose à son tour son état d'avancement en créant une situation provisoire
 - le titulaire valide ensuite via EDIFLEX l'ensemble des situations du groupement.
 - Dès présentation de la situation du groupement, il peut déposer les factures du groupement et la situation correspondante directement « depuis EDIFLEX vers ChorusPro ».

2. Via EDIFLEX : visa, contrôle, rectification et validation de la situation par les vérificateurs

La situation provisoire est contrôlée, rectifiée si besoin et validée chronologiquement par les vérificateurs suivants :

- **MOE** (visa de l'avancement et proposition d'acompte)
- **INRAE-SPA** (contrôle et visa du service fait)
- **INRAE-MOA** (validation de la demande de paiement et transmission à l'Agent comptable secondaire du certificat d'acompte valant ordre de paiement.)

En complément de l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux concernant l'acceptation de la demande de paiement par l'acheteur, les interventions sur la plateforme de dématérialisation EDIFLEX valent notification des modifications de la demande de paiement d'acompte du titulaire.

La transmission des projets de décomptes pour des prestations effectuées au cours du mois N s'effectue obligatoirement dans une plage de temps comprise **entre le 24 et le dernier jour** de ce mois N (bornes incluses).

En cas de retard de transmission, le titulaire, indépendamment du report du point de départ du délai global de paiement, verra la situation de travaux rejetée et traitée le mois suivant sous réserve de sa transmission dans les délais indiqués ci-avant.

La date de réception par le Maître d'œuvre de la situation correspond dans EDIFLEX à la **date de présentation du projet de décompte mensuel par le titulaire.**

Cette date constitue le point de départ du délai global de paiement pour le titulaire, les cotraitants et les sous-traitants éventuels.

4.6.3 Projet de décompte final

1. Demande de paiement finale

En complément de l'article 12.3 du CCAG-Travaux, la transmission de la demande de paiement finale du titulaire ou de l'ensemble du groupement s'effectue par voie dématérialisée via EDIFLEX.

Cette demande de paiement correspond dans EDIFLEX au projet de décompte final présenté par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte final est transmis dans la mesure où les réserves ont été levées pour le lot concerné.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le délai maximum de 30 jours pour le transmettre s'apprécie à compter de la date de notification de la décision de réception sans réserve.

Suite à la présentation de son projet de décompte, le titulaire peut déposer sa facture et son projet de décompte final directement depuis EDIFLEX vers ChorusPro.

Le projet de décompte final est vérifié dans EDIFLEX par les différents intervenants comme indiqué à l'article précédent, et notamment le maître d'oeuvre.

Le projet de décompte général est transmis au Maître d'ouvrage (l'acheteur) via EDIFLEX lors du visa du Maître d'oeuvre.

L'acheteur rectifie si besoin, valide, signe et notifie au titulaire le décompte général par voie dématérialisée (notamment via PLACE plateforme dématérialisée de l'Etat).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, l'acheteur notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- 45 jours à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de la demande de paiement finale ; cette date correspondant dans EDIFLEX à la date de réception du MOE
- 12 jours à compter de la publication de l'index de référence permettant la révision définitive du solde.

2. Décompte général définitif (DGD)

Le titulaire renvoie signé et en original le décompte général définitif (DGD) au Maître d'ouvrage, pour **l'ensemble du groupement** en cas de cotraitance.

- En cas de groupement en comptes multiples, chaque cotraitant signe son propre décompte général et le transmet au mandataire en original pour signature du titulaire et transmission à l'acheteur.
- En cas de sous-traitance, le titulaire ou le mandataire joint au DGD en original l'attestation signée de paiement direct d'un sous-traitant disponible dans EDIFLEX et la facture du sous-traitant correspondante.

La date de réception par le Maître d'ouvrage du décompte général et définitif signé en original constitue le point de départ du délai de paiement.

Cette date est enregistrée dans EDIFLEX par le Maître d'ouvrage avant de déposer la facture (ou factures du groupement) et le DGD correspondant, directement « depuis EDIFLEX vers ChorusPro ».

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas le décompte général définitif en cas de dépassement du délai de 10 jours imparti au maître d'ouvrage pour la notification du décompte général.

4.7 PAIEMENT DES COTRAITANTS / SOUS-TRAITANTS

Les dispositions de l'article 12.5 du CCAG-Travaux concernant le règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitants s'appliquent.

4.7.1 Règlement en cas de groupement

En cas de groupement, le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Seul le titulaire mandataire est habilité à présenter la situation globale du groupement à l'acheteur.

Par dérogation à l'article 10.7.2 du CCAG-Travaux, le groupement peut s'organiser, soit en compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, soit en comptes multiples. Dans ce cas, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de paiement direct à chaque membre du groupement, chaque cotraitant doit transmettre via EDIFLEX sa demande de paiement (projet de décompte) en créant une situation provisoire avant leur situation **avant le 22 de chaque mois**.

Ensuite, l'entreprise mandataire du groupement vérifie les projets de décompte présentés par ses cotraitants.

Dès qu'il valide son propre projet de décompte, il présente la demande de paiement de l'ensemble du groupement.

En cas de retard dans la présentation du projet de décompte mensuel par le cotraitant au titulaire, la demande de paiement est traitée par le titulaire à la situation du mois suivant, sous réserve que le titulaire ait déjà transmis sa demande de paiement mensuel dans ses propres délais (cf. article 4.6.2 du CCAP).

4.7.2 Règlement en cas de sous-traitance

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitants éventuels.

Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini aux articles L 2193-10 et R 2193-10 du CCP.

Le sous-traitant de 2ème rang ou davantage ne bénéficie pas du droit au paiement direct.

Avant le 20 de chaque mois, le sous-traitant en paiement direct transmet sa facture au titulaire qui la traite et la joint à sa demande de paiement en pièce jointe dans EDIFLEX.

En cas de retard dans la présentation de la facture par le sous-traitant au titulaire (ou mandataire), la demande de paiement est traitée le mois suivant, sous réserve que le titulaire ait déjà transmis son projet de décompte mensuel dans ses propres délais (cf. article 4.6.2 du CCAP).

Pour les sous-traitants en paiement direct, une attestation du titulaire indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné est disponible dans EDIFLEX.

4.8 DELAIS DE PAIEMENT

Par application de l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues en exécution du marché sont payées dans les formes prescrites à l'article 4.6 du CCAP par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours :

- à compter de la date de réception par le maître d'œuvre, soit la date de présentation par le titulaire via EDIFLEX du projet de décompte mensuel
- à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du décompte général et définitif (DGD) **signé en original par le titulaire**

sous réserve de la présentation dans CHORUS PRO de la facture du titulaire correspondant au décompte EDIFLEX (ou facture du cotraitant en cas de groupement).

Dans le cas où la date de présentation par le titulaire dans CHORUS PRO est plus tardive, le délai de paiement s'effectue à compter de cette date.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le comptable chargé d'exécuter le règlement est l'Agent Comptable Secondaire du centre INRAE Occitanie-Montpellier.

4.9 DEPOT DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Le Maître d'ouvrage a contracté un abonnement pour la transmission des factures (demande de paiement) depuis EDIFLEX vers ChorusPro.

Cette interface entre la plateforme EDIFLEX et le serveur ChorusPro permet au titulaire et cotraitants du marché de déposer directement « depuis EDIFLEX vers ChorusPro » leur facture dès la présentation de leur situation (ou projet de décompte final) via Ediflex.

Dès la validation par INRAE-MOA de leur situation via EDIFLEX, le Maître d'ouvrage pourra à son tour déposer « depuis EDIFLEX vers ChorusPro » la facture du titulaire correspondant au montant de l'acompte ainsi validé.

Concernant le projet de décompte final, le Maître d'ouvrage pourra à son tour déposer « depuis EDIFLEX vers ChorusPro » la facture du titulaire à réception du DGD signé en original.

En cas de contradiction, le montant à payer indiqué sur les certificats pour paiement, au vu des situations validées dans EDIFLEX, prévalent sur le montant des factures déposées dans Chorus Pro.

4.10 MODALITES DE FACTURATION ELECTRONIQUE

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

4.10.1 Interface EDIFLEX-ChorusPro

Comme indiqué à l'article ci-avant, le dépôt de la facture s'effectue directement « depuis EDIFLEX vers ChorusPro ».

Les données nécessaires dans ChorusPro énoncées à l'article 4.10.2 du CCAP sont à renseigner par le titulaire dans EDIFLEX.

Un tutoriel est disponible sur la plateforme EDIFLEX.

Dans le cas où la facture ne serait pas transmise « depuis EDIFLEX vers ChorusPro », la transmission par le créancier de sa demande de paiement peut être prise en compte par INRAE uniquement par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Informations suivantes nécessaires dans CHORUS PRO :

- Numéro SIRET, **18007003901027**, qui identifiera la structure **INRAE OCCITANIE-MONTPELLIER** en tant que destinataire de la facture
- Code TVA : **FR57180070039**
- Numéro d'engagement : **n° de bon de commande dans son intégralité** (indiqué sur l'acte d'engagement en page de garde ou le bon de commande transmis)
- Numéro de marché : **n° du marché** (indiqué sur l'acte d'engagement en page de garde)
- Pour les factures travaux, dans le champ « Maîtrise d'œuvre » indiquer : **INRAE OCCITANIE-MONTPELLIER**

Les factures seront établies selon les règles prévues par la comptabilité publique.

Mentions légales que doit porter la facture :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire : **18007003901027**
- Le Code TVA du centre INRAE bénéficiaire : **FR57180070039**
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande associé au marché (n° d'engagement)
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le Code TVA intracommunautaire du titulaire
- Les coordonnées bancaires (IBAN et BIC) du titulaire
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-3 alinéa 2 du CCP, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Des fiches pratiques sont disponibles (notamment pour la création du compte et le téléchargement de la facture) sur :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Pour le dépôt des factures travaux fournisseurs titulaires :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/>

NB : Concernant l'identification des acteurs, dans le champ « maîtrise d'œuvre- structure », il convient d'indiquer : **INRAE Occitanie-Montpellier**.

En effet, le Maître d'œuvre a déjà procédé à la validation de la situation via Ediflex.

Des tutoriels sont également disponibles (en français) :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/>

4.11 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux, l'acheteur peut pendant l'exécution du marché prescrire au titulaire, par notification d'un ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier.

En cas de proposition de modifications de sa part, le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Conformément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, l'ordre de service notifié par le Maître d'ouvrage fixe les prix provisoires nouveaux permettant une juste rémunération.

Par dérogation à l'article 13.5 et 13.6 du CCAG-Travaux, le titulaire dispose respectivement d'un délai de 8 jours pour contester les prix provisoires de l'ordre de service ou pour opposer un refus d'exécuter un ordre de service.

Si le titulaire ne conteste pas ces prix provisoires, ils deviennent tacitement définitifs.

En complément de l'article 13.5 du CCAG-Travaux, ces prestations supplémentaires ou modificatives font l'objet d'un avenant pour l'établissement des décomptes concernés.

Si le titulaire conteste ces prix provisoires suivis d'un accord, ils deviennent définitifs par voie d'avenant. Seule la notification de cet avenant permet le règlement des décomptes concernés.

Si le titulaire conteste ces prix provisoires non suivis d'un accord, le Maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet.

L'acheteur se réserve le droit de mettre en place une gestion dématérialisée des fiches modificatives et des travaux supplémentaires. Si tel était le cas, l'acheteur communiquera la procédure de mise en place à tous les intervenants de l'opération.

4.11.1 Etablissement des prix des travaux non prévus au marché

Lorsque le marché ne prévoit pas le prix d'une prestation supplémentaire dont la réalisation est demandée par le Maître d'ouvrage, le ou les prix unitaires nouveaux sont établis sur les bases et dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux.

Pour tout travail non prévu dans le marché initial de l'opération, le titulaire devra obtenir l'accord écrit du Maître d'œuvre préalablement à toute exécution. Cet accord sera concrétisé par un avenant ou un ordre de service contresigné par le Maître d'ouvrage.

En l'absence d'un tel accord, les travaux seront rejetés au compte du titulaire.

4.11.2 Augmentation du montant des travaux

Pas de stipulations différentes de celles du CCAG-Travaux ou des autres pièces générales.

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de l'article 14 du CCAG-Travaux qui précise qu'il n'est engagé que dans la limite du montant exact des travaux spécifiés à l'acte d'engagement. Ainsi, aucun dépassement de la masse initiale des travaux ne peut lui être réglé, sauf décision expresse et régulière contraire du Maître d'ouvrage par voie d'avenant ou marché similaire.

4.11.3 Diminution dans la masse des travaux

Pas de stipulations différentes de celles du CCAG-Travaux ou des autres pièces générales.

Pas de stipulations différentes de celles du CCAG-Travaux ou des autres pièces générales.

ARTICLE 5 DELAI D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHÉ

5.1 DELAI GLOBAL D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai global d'exécution du marché (pour l'ensemble des lots, en cas d'allotissement) est fixé à l'acte d'engagement et comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, il débute à compter la date de notification de démarrage du chantier valant début de la période de préparation.

Il se poursuit jusqu'à la réception des travaux de la tranche ferme et, le cas échéant, des tranches optionnelles en cas d'affermissement.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des locaux et terrains mis à la disposition du titulaire par le Maître d'ouvrage sont inclus dans ce délai global.

En cas d'allotissement, les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution. Un ordre de service de démarrage des travaux (compétence MOE) précise la date à partir de laquelle chacun des lots démarre l'exécution des travaux.

5.2 DELAIS DE LA PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, le présent marché prévoit une période de préparation de 2 mois et débute à la date de notification de l'ordre de service de démarrage du chantier.

Elle est comprise dans le délai d'exécution du marché.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; le cas échéant, cet ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

5.3 DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché débute à compter de la date de notification du marché.

Elle englobe le délai d'exécution prévu au marché et se termine à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement toutes tranches confondues (en cas d'affermissement), sous réserve que les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant ce délai de garantie soient tous levés à la fin de cette période.

Dans le cas d'instructions des mémoires de réclamation, des différents recours en contentieux ou en médiation, le marché s'achève à la fin des instructions de ces litiges.

5.4 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au marché.

Il est précisé dans le calendrier prévisionnel d'exécution, la liste et les dates d'achèvement des tâches clefs, dont l'exécution, aux dates contractuelles ainsi fixées, doit être impérativement respectée.

Ce calendrier fixe de manière prévisionnelle le délai global d'exécution des travaux et s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et du Maître d'œuvre sur un calendrier détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation définie à l'article 5.2 du présent CCAP.

5.5 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le Maître d'œuvre, en concertation avec le titulaire du lot, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution mentionné à l'article 5.4. du CCAP.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après mise au point avec le titulaire, le Maître d'œuvre remet le calendrier détaillé d'exécution des travaux dans sa version définitive pour approbation de l'acheteur **au plus tard 10 jours** avant la fin de la période de préparation. Il est ensuite notifié par ordre de service du Maître d'œuvre au titulaire du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution se substitue au calendrier prévisionnel d'exécution en tant que pièce constitutive du marché.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Ce calendrier détaillé d'exécution une fois notifié par ordre de service permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

5.5.1 Modification du calendrier détaillé d'exécution

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

Ce nouveau calendrier détaillé éventuellement modifié et obligatoirement validé par le Maître d'ouvrage, est notifié par ordre de service à tous les titulaires et devient pièce contractuelle.

5.6 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution peut être prolongé au-delà de la date d'achèvement définie ci-avant dans les conditions stipulées à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En cas de tension sur les approvisionnements, le titulaire est exonéré de pénalités de retard et l'acheteur peut envisager la prolongation des délais d'exécution en cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux et évoqués ci-après, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

5.6.1 Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux, une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le Maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du Maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le Maître d'ouvrage, sur proposition du Maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

5.6.2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles au sens de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux est égal à **10 jours**.

Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

ARTICLE 6 Conditions d'exécution des travaux

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP.

6.1 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, le marché ne se prête pas à l'insertion de clauses sociales.

6.2 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE

La présente clause environnementale s'applique à l'exécution de chaque lot. Elle porte sur la gestion des déchets avec la production du schéma d'organisation et de gestion des déchets et des bordereaux de suivi des déchets comme décrit à l'article 6.8 du présent CCAP.

En cas d'infraction à ces dispositions, des pénalités sont applicables à l'article 10.2.11 du présent CCAP.

6.3 IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES

Les dispositions de l'article 27 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Piquetage général

Sans objet

6.4 PERIODE DE PREPARATION

Le délai de la période de préparation est indiqué à l'article 5.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, les tâches indiquées par le Maître d'ouvrage et à réaliser pendant la période de préparation du chantier ne sont pas exhaustives.

Au cours de cette période de préparation, il est procédé aux opérations décrites dans le CCTP, notamment :

- Elaboration du calendrier d'exécution détaillé par le Maître d'œuvre après consultation du titulaire ;
- Etablissement et remise au Maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux.
- Présentation du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 31.1 du CCAG-Travaux.
- Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Installation et organisation du chantier

Les installations de chantier doivent être installées pendant la période de préparation.

Le titulaire du lot n° 01 supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Utilisation des voies publiques et autorisations administratives

Sans objet.

Constat des lieux

Sans objet.

6.5 PLANS D'EXECUTION ET DE SYNTHESE, ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution, plans de synthèse et études d'exécution, y compris les notes de calcul et les études de détail, devront être visés par le Maître d'œuvre dans le cadre de sa mission.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent également être visés par le contrôleur technique.

Registre de chantier

Un registre de chantier est tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

6.6 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

En complément de l'article 31.4 du CCAG-Travaux, le titulaire doit se référer aux dispositions indiquées dans le CCTP.

6.6.1 Hygiène et sécurité

Il est rappelé aux entreprises l'obligation du respect de la **mise en place des principes généraux** par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction.

Les mesures particulières ci-après sont à prendre par le titulaire :

- installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP et au PGCSPS)

- respect des mesures de coordination prises suivant informations dans le DCE et les prescriptions arrêtées dans le PPSPS)
- rédaction des Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) effectuée par les entreprises et à remettre au Coordinateur S.P.S. en deux exemplaires.
- remise par le titulaire à la réception des ouvrages **du D.O.E.** (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation). Ces dossiers seront remis au coordonnateur S.P.S. pour les annexer au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

En cas de non-respect du Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS), des pénalités sont applicables à l'article 10.2.5 du présent CCAP.

6.6.2 Signalisation des chantiers

Sans objet.

6.6.3 Réglementations particulières

Travail en site occupé

Le titulaire travaillant en site occupé prend les dispositions nécessaires à la protection des personnes, des biens et équipements présents sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne la sécurité des personnes et les dégradations occasionnées par ses interventions. Il se soumet aux conditions d'accès aux locaux, s'engage à respecter les consignes de sécurité, et à appliquer le plan de prévention établi pour certains travaux. Il est soumis à des obligations de discrétion et de confidentialité concernant tout renseignement ou information qui pourrait être porté à sa connaissance.

6.6.4 Restrictions des communications

A la demande du Maître d'ouvrage :

- les communications à travers le site des travaux seront restreintes dans les conditions suivantes : à la zone de chantier et à l'accès aux sanitaires et autres installations mises à disposition par le Maître d'ouvrage.
- la liste et les périodes d'intervention du personnel de toutes les entreprises, y compris sous-traitants ou indépendants agréés par le Maître d'ouvrage, devront être tenues à jour sur un registre ou un tableau et à la disposition du Maître d'ouvrage, de l'OPC et du coordonnateur SPS et des organismes de prévention pour contrôle.
- la circulation sur le site et la zone chantier ne sera autorisée qu'au personnel de toutes les entreprises y compris sous-traitant et indépendants possédant un **vêtement de travail et logo de l'entreprise sur le casque et un badge nominatif.**

En cas de non-respect du Port du badge et des équipements de sécurité, des pénalités sont applicables à l'article 10.2.6 du présent CCAP.

6.7 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions de l'article 31.5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire ou chaque membre du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel de son entreprise ou de la sous-traitance intervenant sur le chantier, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

En cas d'infraction à ses dispositions, des pénalités sont applicables à l'article 10.2.9 du présent CCAP.

6.8 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

6.8.1 Valorisation des déchets issus de la déconstruction des serres

Le titulaire du Lot n°01 « Démolition – Désamiantage – Nivellement » remet à la MOE, en dehors de la plateforme Ediflex, au fil de l'exécution du marché, les bordereaux relatifs à la valorisation des déchets issus de la déconstruction des serres.

La MOE vérifie le tonnage des déchets valorisés et le respect par le titulaire de son engagement en la matière tel que prévu au CCTP. Elle transmet ces bordereaux et son contrôle au MOA SPA également au fur et à mesure de l'exécution du marché. La MOA valide, le cas échéant, l'opération.

Une fois la démolition terminée, l'ensemble des décisions validant la valorisation des déchets et tous les bordereaux afférents serviront, *in fine*, de justificatifs, de fondements à INRAE pour l'émission d'un titre de recette auprès du titulaire. Ce titre correspond alors au montant total de la valorisation des déchets issus de la déconstruction des serres n° 16 et 15.

6.8.2 Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Les dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire communique au Maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché à compter de sa notification du marché, **un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) ou équivalent** avec notamment :

- la méthode de prévention de la production des déchets
- la traçabilité des déchets,
- les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets dont le nom du référent responsable des déchets

Concernant les éléments de la traçabilité, le titulaire doit établir et remettre au Maître d'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre les **bordereaux de suivi des déchets de chantier**.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-respect de la gestion des déchets du chantier et après mise en demeure restée infructueuse, des pénalités sont applicables à l'article 10.2.7 du présent CCAP.

6.9 REPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Le délai pour le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution du présent marché.

L'attention du titulaire est attirée sur l'exigence du Maître d'ouvrage concernant la parfaite tenue des clôtures et des emprises et des installations de chantier ainsi que de leurs abords immédiats.

Tout manquement à ces dispositions à la date de réception des ouvrages entraîne une pénalité indiquée à l'article 10.2.8 du présent CCAP.

6.10 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DU MARCHÉ

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Lors des Opérations Préalables à la Réception, le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du **projet de DOE** conformément aux dispositions du CCTP.

Après les essais avérés concluants, le titulaire dispose **de 1 semaine** pour faire les compléments et la mise à jour correspondant aux demandes du Maître d'œuvre, en relation avec l'OPC.

Le DOE (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation ou/et autres documents demandés dans le CCTP du lot concerné) est fourni **en 3 exemplaires en format papier (2 pour la MO +1 pour la MOE) et 2 exemplaires en clefs USB**. Pour les plans établis par informatique, il est demandé un exemplaire des fichiers de dessin compatibles Autocad version 2010 (DWG) et sous format PDF. 1 exemplaire papier supplémentaire peut être demandé par le bureau de contrôle technique.

En l'absence de ces DOE complets et validés par la MOE, la maîtrise d'Ouvrage est dans l'incapacité de prononcer une réception sans réserve des ouvrages et de procéder au traitement des DGD.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage. À défaut, le Maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

En cas de non-respect du Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé, des pénalités sont applicables à l'article 10.2.4 du présent CCAP.

ARTICLE 7 RECEPTION DES OUVRAGES ET GARANTIES

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages sont assurés par le titulaire à la diligence du Maître d'œuvre.

7.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, le titulaire doit transmettre les dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) dès lors qu'il demande la réception des travaux.

7.2 RECEPTION

La réception des travaux se déroule comme prévu aux articles 41 du CCAG-Travaux.

En complément de l'article 41.3 du CCAG-Travaux, la réception de l'ouvrage a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'ouvrage et cette date est la même pour tous les lots de travaux. Elle prend effet à la date fixée pour cet achèvement.

Dans un délai de 30 jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception (OPR), le Maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

❖ Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **12 (douze) mois** à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Le délai de garantie peut être prolongé conformément à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

❖ Garantie de bon fonctionnement

Le titulaire garantit également le bon fonctionnement des équipements dissociables de l'ouvrage pendant **2 années** à compter de la réception de l'ouvrage.

❖ Garantie décennale

Les ouvrages sont couverts par la garantie décennale du constructeur, soit dix ans à compter de la réception des travaux.

Comme indiqué à l'article 3.5.1 du présent CCAP, le titulaire a souscrit une assurance de responsabilité civile décennale.

❖ Garantie des matériels

Sans objet.

ARTICLE 8 PROPRIETE INTELLECTUELLE

8.1 UTILISATION DES RESULTATS

Sans objet.

ARTICLE 9 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

En complément de l'article 5.2 du CCAG-Travaux, la clause RGPD pour les travaux à INRAE est la suivante :

9.1 EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-Travaux et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

9.2 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

ARTICLE 10 PENALITES - PRIMES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, et en cas de retard, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer au titulaire les pénalités détaillées aux articles ci-dessous.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, ces pénalités sont applicables sur simple constat du maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, excepté en cas de mise en demeure préalable prévue par les articles énoncés ci-après.

10.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION PROPRE AU LOT CONSIDERE

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé élaboré et éventuellement modifié comme il est indiqué au 5.5 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution propre à son lot tel que fixé au calendrier détaillé d'exécution.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, si le délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités selon le barème suivant :

Montant du marché initial en €HT par tranche de 100 000€HT, le montant de la pénalité est de :

- ❖ 100€ par jour de retard calendaire pour un marché jusqu'à 100 000€
- ❖ 200€ par jour de retard calendaire pour un marché de 100 000.01€ à 200 000€
- ❖ 300€ par jour de retard calendaire pour un marché de 200 000.01€ à 300 000€
- ❖ Etc....

10.2 AUTRES PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités encourues sont les suivantes :

10.2.1 Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière du titulaire sur le chantier

Sur le simple fait de la constatation d'un retard par l'OPC et le Maître d'œuvre, le titulaire encourt la retenue journalière de :

- ❖ 100 € par jour de retard calendaire.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- Le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux, a provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

10.2.2 Absences et retards aux réunions de chantier

Le titulaire, ainsi que tout cotraitant ou sous-traitant, convoqués aux réunions de chantier, sont tenus d'y participer.

Sauf en cas de force majeure dûment reconnue par le Maître d'œuvre, les pénalités encourues sont d'un montant forfaitaire de :

- ❖ **100 €** pour une absence non excusée 24 H avant le rendez-vous de chantier
- ❖ **50 €** pour un retard supérieur à 1/2 heure non justifié

10.2.3 Délais et retard sur remise des documents du dossier d'exécution

Quinze (15) jours avant la fin de la période de préparation, le titulaire fournira à la maîtrise d'œuvre des documents du dossier d'exécution (y compris le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé [PPSPS]).

Les pénalités encourues pour retard dans la transmission de ces documents sont égales à :

- ❖ **500 €** par jour de retard calendaire après mise en demeure du titulaire restée sans effet.

10.2.4 Délais et retard sur remise des documents fournis après exécution

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception des travaux, le titulaire remet au Maître d'œuvre :

- les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE)
- les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le ou les titulaires au vu des délais indiqués ci-dessus, une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG-Travaux., sur les sommes dues au titulaire, d'un montant égal à :

- ❖ **500 €** par jour de retard calendaire

10.2.5 Non-respect du Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé

En cas de non-respect des prescriptions du P.G.C.S.P.S. évoqué à l'article 6.6.1 du CCAP et décrites au PGC simplifié joint au DCE, il sera appliqué au titulaire défaillant une pénalité d'un montant de :

- ❖ **200 €** par jour de retard calendaire.

10.2.6 Equipements de Protection Individuelle (EPI) et préconisations de sécurité imposées par le maître d'ouvrage

Sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de **200,00 €** par infraction constatée :

- Le défaut de port de l'équipement général individuel de sécurité (Casque, chaussures de sécurité, gants...) ;
- L'absence de port de l'équipement de sécurité individuel adapté au poste de travail (gants, lunettes, masque, bouchons d'oreilles, combinaison, ...) ;
- Le non respect des préconisations de sécurité imposées par le Maître d'ouvrage sur le chantier, telle que l'obligation d'identification de l'entreprise (badge, inscription sur vêtement...) évoquée à l'article 6.6.4 du CCAP.

10.2.7 Nettoyage du chantier

En cas de non-respect des stipulations fixées aux CCTP et à l'article 4.2.2 du CCAP concernant le nettoyage du chantier, il sera appliqué à l'entrepreneur défaillant une pénalité forfaitaire de :

- ❖ **300 €** par infraction constatée

10.2.8 Absence de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux

Pour tout manquement au repliement des installations de chantier et remise en état des emplacements **à la date de réception des ouvrages**, constaté par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre, il sera appliqué à l'entrepreneur défaillant une pénalité d'un montant de :

❖ **300 €** par jour de retard calendaire appliquée jusqu'à la parfaite remise en état des lieux ou des installations.

10.2.9 Travail dissimulé

En cas de non-respect du port **de la carte d'identité professionnelle sécurisée et de non-présentation par l'intéressé ou l'entreprise employeuse de ladite carte** (cf. article 6.7 du présent CCAP), le montant de la pénalité s'élève à :

❖ **1000 € / homme / jour** jusqu'à la présentation de la carte d'identité professionnelle sécurisée suivi, *a fortiori*, de son port par l'intéressé.

10.2.10 Non-respect de clauses d'insertion sociale

Sans objet

10.2.11 Non-respect de clauses environnementales

L'article 6.2 du CCAP prévoit 2 clauses environnementales dans les caractéristiques techniques et l'exécution du marché en ce qui concerne :

- La production du schéma d'organisation et de gestion des déchets (**SOGED**) ou équivalent et des bordereaux de suivi des déchets comme décrit à l'article 6.8.2 du présent CCAP.
- La valorisation des déchets issus de la déconstruction des serres comme décrit à l'article 6.8.1 du présent CCAP.

En cas de non-respect des obligations environnementales du titulaire, il sera appliqué à l'entrepreneur défaillant pour chaque clause une pénalité forfaitaire d'un montant de :

❖ **300 € par jour de retard** à compter de la mise en demeure restée infructueuse par le maître d'ouvrage.

10.3 CONDITIONS D'APPLICATIONS DES PENALITES

On entend par jour calendaire, tous les jours du calendrier y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

En cas de dépassement d'un délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités ne sont pas elles même assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros du montant total hors taxe du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 20% du montant total hors taxe du marché.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités / retenues provisoires sont précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché.

10.4 PROCEDURE CONTRADICTOIRE

Les dispositions de l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux s'appliquent.

10.5 CLAUSES INCITATIVES OU PRIMES

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG-Travaux, l'acheteur ne prévoit pas de prime en cas de réalisation anticipée ou respect des délais.

ARTICLE 11 RESILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Seules les stipulations prévues aux articles 49 à 51 du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation d'un marché forfaitaire, sont applicables.

Dans le cadre d'une résiliation en application de l'article 50 du CCAG-Travaux, les travaux déjà exécutés et admis par l'acheteur seraient alors rémunérés et le titulaire n'aurait droit à aucune indemnité.

Conformément à l'article 51.2 du CCAG-Travaux, il sera établi dans tous les cas un décompte de résiliation du marché établi par l'acheteur.

Dans les cas de résiliation tels que précisés aux articles 50 du CCAG-Travaux, il est apporté les précisions suivantes :

11.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ

Conformément à l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux, le marché peut être résilié dans les cas suivants :

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Dans le cas où le titulaire du marché manquerait exclusivement de son fait à ses obligations légales, réglementaires ou contractuelles, notamment dans les hypothèses prévues par l'article 50.3 du CCAG-Travaux, une mise en demeure préalable assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire, précisant les points sur lesquels il est défaillant et la sanction envisagée. Le délai accordé au titulaire pour présenter ses observations ne pourra être inférieur à 15 jours ni supérieur à **30 jours ouvrés**.

Le titulaire devra mettre à profit ce délai pour prendre les dispositions qui s'imposent en accord avec le Maître d'ouvrage.

Celles-ci, feront en tant que de besoin, l'objet d'un avenant au présent marché.

Dans le cas où le titulaire ne parviendrait pas à satisfaire aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire par l'acheteur sur simple décision notifiée dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de **dix (10) %**.

Si le titulaire se montre incapable de remplir ses obligations contractuelles ou commet dans l'exercice de celles-ci des fautes graves, de nature à compromettre le bon déroulement de l'opération, le marché est alors résilié sans indemnité.

Si le contrat est rompu de façon unilatérale par le titulaire, sans que puisse être invoqué le cas de force majeure, le marché est alors résilié sans indemnité et un abattement de **dix (10) %** est effectué sur la fraction de la mission déjà accomplie.

11.3 MESURES COERCITIVES / CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT

Conformément à l'article 52.7.1 du CCAG-Travaux, en cas de défaillance de membre d'un groupement, le titulaire du groupement se substitue d'office au membre du groupement défaillant si ce dernier ne répond pas favorablement à une mise en demeure préalable du Maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 52.7.2 du CCAG-Travaux, en cas de défaillance du mandataire d'un groupement, les autres membres du groupement doivent désigner un remplaçant parmi eux, à défaut, le membre exécutant la plus grosse part financière de prestations deviendra d'office le nouveau mandataire.

11.4 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR

Si le marché relatif à un lot autre que le lot n° 01 - est résilié par application de l'article 50 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur titulaire du lot n° 01 doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot n° 01.

11.5 AJOURNEMENT DES TRAVAUX

Conformément à l'article 53.1 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre l'exécution des travaux.

La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Arrêt temporaire

Par dérogation à l'article 53.1.2 du CCAG-Travaux, dans le cas où l'arrêt de l'exécution des travaux est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Le Maître d'ouvrage prend une décision d'ajournement des travaux.

Dans le cas d'arrêt momentané des travaux du titulaire, pour des causes non imputables à celui-ci, les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions d'exécution du marché.

Arrêt définitif

Par dérogation à l'article 50.2.2 du CCAG-Travaux, l'arrêt définitif de l'exécution des travaux entraîne la résiliation du marché sans indemnité.

Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

11.6 SUSPENSION D'EXECUTION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG-Travaux s'appliquent en cas de suspension des travaux du titulaire pour des raisons de circonstances imprévisibles (événement planétaire externe au marché, notamment pandémie ou autres),

Les parties doivent se rapprocher pour convenir des dispositions à prendre pour permettre la reprise de l'exécution et les modalités de répartition des surcoûts liés aux circonstances imprévisibles.

En cas de surcoûts financiers liés à la suspension temporaire, un avenant fixera les nouvelles conditions d'exécution du marché.

11.7 CLAUSE DE REEXAMEN

Les dispositions de l'article 54 du CCAG-Travaux s'appliquent en cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché.

L'acheteur se réserve le droit d'activer une clause de réexamen pour des raisons à venir réglementaires, techniques ou financières qu'il n'est pas possible d'intégrer initialement au marché, notamment en cas de dépassement de la durée du marché indiqué dans l'acte d'engagement.

Les parties examinent de bonne foi ces conséquences notamment financières.

Un avenant formalisera la prolongation du marché et la prise en charge (en totalité ou non) des éventuels surcoûts financiers induits par les événements.

ARTICLE 12 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

12.1 GENERALITES

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de l'acheteur.

Le titulaire (ou cotraitant, le cas échéant) fournit dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant :

- extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, acte de cession ;

ainsi que les autres documents demandés au titre de l'attribution :

- DC1, DC2, liste des références similaires, liste des salariés étrangers, attestations d'assurances, attestation fiscale, attestation de fourniture des déclarations sociales et, en cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugements.

12.2 MODIFICATIONS MINEURES

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification des personnes ayant le pouvoir de l'engager
- Modification de raison sociale ou dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent impérativement être portées à la connaissance de l'acheteur dans les plus brefs délais.

12.3 MODIFICATIONS MAJEURES

Sont considérées comme majeures les modifications suivantes :

- la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- le n° d'identification (SIREN, SIRET ou autres)
- un transfert, une cession
- Toute autre modification affectant la possibilité du titulaire d'exécuter le marché

Transfert – Cession

Le titulaire (ou cotraitant) doit alerter l'acheteur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu avec INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par l'acheteur de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par l'acheteur.

Ces modifications doivent impérativement être portées à la connaissance de l'acheteur dans les plus brefs délais car elles peuvent en effet entraîner la renumérotation du marché et la transmission de ce nouveau numéro au titulaire.

ARTICLE 13 DIFFERENDS - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

13.1 REGLEMENT A L'AMIABLE DES DIFFERENDS

Conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

13.1.1 Mémoire de réclamation

L'article 55.1 du CCAG-Travaux s'appliquent.

En complément de l'article 55.1 du CCAG-Travaux, le mémoire de réclamation dans le cadre du décompte général doit présenter notamment le décompte général signé et notifié par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 55.1.3 du CCAG-Travaux, l'absence de notification d'une décision dans le délai imparti au maître d'ouvrage équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

13.1.2 Règlement à l'amiable des différends

Conformément à l'article 55.2 du CCAG-Travaux, lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite à l'article 55.1 du CCAG-Travaux, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le CCP.

13.2 JURIDICTION

A défaut d'accord amiable, le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent en cas de litige.

Tribunal Administratif de Montpellier
6 RUE PITOT
34063 MONTPELLIER CEDEX 2
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
Téléphone : 04 67 54 81 00
SIRET : 17340005200010
<http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

Le Droit Français est seul applicable.

ARTICLE 14 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles suivants dérogent aux articles du CCAG-Travaux de 2021 :

Articles CCAP	Articles CCAG dérogés	Objet
1.4	3.1.2	Notification et échanges dématérialisés
1.6	3.8.1 et 3.8.2	Ordre de service
2.1	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
3.5	8.1.3	Assurances
4.3.2	9.4.4	Mois d'établissement des prix du marché
4.6.3	12.3.1, 12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4	Projet de décompte final
4.7.1	10.7.2	Paieement en cas de groupement
4.11	13.5 et 13.6	Prestations supplémentaires ou modificatives
5.1	18.1.1	Délai global d'exécution du marché
5.2	28.1	Délai de la période de préparation
6.1	20.1	Clause d'insertion sociale
6.4	28.1	Période de préparation
10, 10.1 et 10.2	19, 19.2.4 et 19.2.3	Pénalités
10.3	19.2, 19.2.1 et 19.2.2	Conditions d'applications des pénalités
10.5	19.4	Clauses incitatives ou primes
11.5	53.1.2 et 50.2.2	Ajournement des travaux

Fait à Montpellier, le **12/11/2024**

L'acheteur,
Maître d'ouvrage,
Président du Centre Occitanie-Montpellier